

Missions :

Lutte contre la sécheresse
à Issaogo, **Burkina-Faso**

Soutien technique en **Palestine**

Dossiers :



Pilcomayo mon amour

L'eau de pluie : un don du ciel



Rendez-vous

HSF INTERVIENT

Festival Lafi Bala les 23, 24, 25 et-26 juin à Chambéry
Arts plastiques, littérature, spectacles vivants, cinéma, Lafi Bala se veut un moment privilégié d'échanges et découvertes autour de la culture du Burkina Faso. Organisé par l'association de jumelage "Chambéry - Ouahigouya", ce festival reconstituera pour l'occasion un décor urbain burkinabé. Des animations très diverses se dérouleront tous les jours de la manifestation à laquelle est invitée une trentaine d'artistes burkinabés. HSF interviendra dans ce cadre auprès du public scolaire. Pour en savoir plus : www.lafibala.com



Salon du Livre de La Plagne 13, 14, 15 août

Tout comme l'année dernière, HSF sera présente au Salon du Livre de La Plagne, dont le thème sera "L'eau dans tous ses états". Nos animations d'éducation au développement porteront sur "les effets du climat sur l'environnement". Rendez-vous à la salle Omnisports de Plagne Centre.

Campagne action mondiale contre la pauvreté



Journée internationale du bandeau blanc 1er juillet

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) font l'objet d'une campagne internationale relayée en France par la coalition '2005 plus d'excuses !' Une manifestation mondiale est prévue le 1er juillet - la journée du bandeau blanc - pour rappeler aux Etats les engagements pris en 2 000 pour réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Le concept est simple : il s'agit d'arborer un bandeau blanc (au poignet, dans les cheveux, à la lanière de votre sac, au rétroviseur de votre voiture...) en témoignage de votre solidarité avec ceux qui, au quotidien, souffrent des conséquences d'une pauvreté extrême. Des actions de mobilisation sont prévues dans de très nombreuses villes. HSF vous tiendra au courant via son site Internet des animations qui auront lieu sur Chambéry.

Pour plus d'infos sur la campagne et les manifestations en France et à l'étranger :
www.2005plusdexcuses.org

L'actualité et les événements d'HSF sont en ligne. Consultez-les pour vous tenir informés de ce qui se passe près de chez vous!
www.hsf-h2o.org

MAIS AUSSI...

Campagne accès à l'eau
Lancée par Les Amis de la Terre et Ingénieurs Sans Frontières en prévision des débats qui auront lieu en amont et lors du prochain Forum Mondial de l'Eau à Mexico en mars 2006, elle s'appuie sur les engagements pris à Evian en 2003 et a pour objectif d'amener le gouvernement français à promouvoir des projets :
- qui assurent la participation des usagers ;
- qui renforcent les compétences de l'autorité chargée du service public de l'eau.
La signature de la carte postale adressée au Président permet de le mettre devant ses propres engagements, et nous donne plus de poids pour être écoutés dans nos demandes. Il est donc extrêmement important que vous diffusiez largement la campagne autour de vous. Pour en savoir plus et pour télécharger la pétition : www.amisdelaterre.org



Bandeaux blancs et cartons rouges

Le 1er juillet prochain, à l'initiative d'ONG du monde entier, des manifestants portant un bandeau blanc formeront une chaîne humaine et draperont d'une banderole blanche les monuments emblématiques d'une cinquantaine de villes françaises et de dizaines de pays. Le blanc sera ainsi le symbole de la solidarité avec ceux qui, chaque jour, subissent les conséquences d'une extrême pauvreté.

Rappel à l'ordre juste avant la tenue du G8, afin que soient atteints, d'ici dix ans, les objectifs du millénaire pour le développement, dont le but est de réduire de moitié l'extrême pauvreté.

Pourtant les pays du G7, réunis à Londres le 10 juin dernier, ont déjà pris des mesures qualifiées d' "historiques". Ils ont, pour la première fois, annulé en totalité de la dette de 18 nations pauvres, dont 14 en Afrique et on prévoit que 9 pays supplémentaires pourront bénéficier de la même remise dans les 18 mois à venir. Mais le compte n'y est pas.

D'abord parce que cette annulation ne concerne pas les emprunts, considérables, contractés auprès des banques privées internationales. Les compensations au FMI seront prises sur ses propres ressources, en l'occurrence un de ses fonds de réserve consacré à l'urgence.

Ensuite et surtout parce que, pour arriver à des résultats substantiels, il faut doubler l'aide publique au développement des pays riches, la faire passer de 50 à 100 milliards de dollars chaque année. Actuellement seuls 5 pays européens tiennent leurs promesses : consacrer 0,7% de leur PNB à l'aide au développement. Les propositions de taxer de quelques euros chaque billet d'avion sur un vol international ont été repoussés par 4 pays européens et les Etats-Unis. Et tous s'opposent à l'idée d'une taxe sur les carburants aériens.

Il faut aussi dénoncer l'aspect trompeur de ces pourcentages, déjà très faibles. En effet la Banque Mondiale vient de confirmer les résultats d'une enquête selon lesquels 40% de l'aide est absorbée par l'assistance technique et les consultants. D'après "Courrier International", un expert étranger au Vietnam gagne entre 18000 et 27000 dollars par mois, soit 10 fois plus que son homologue local. Sans compter les billets d'avion en classe affaires, les frais d'hôtel et les transports intérieurs. Le service rendu a un coût exorbitant.

L'aide manque sa cible.

Actuellement son volume augmente parce que les fonds, surtout américains, vont à la "lutte contre le terrorisme" en Irak, en Afghanistan ou au Pakistan. L'Afrique n'a que des miettes. L'aide est aussi souvent conditionnée par l'obligation de se fournir auprès des entreprises des pays donateurs. Ceux-ci restent attachés à l'aide bilatérale, qui permet de servir des intérêts politiques.

La qualité de l'aide doit aussi être améliorée. Une aide réelle doublée, mieux ciblée, plus efficace, moins instrumentalisée, voilà ce que les ONG demanderont le 1er juillet.

Assez de paroles. Plus d'excuses ! HSF s'est évidemment associée à cette campagne. Nous savons bien que l'accès à l'eau potable et la pauvreté sont étroitement liés.

Claude Parry, Président d'Hydraulique Sans Frontières

Sommaire

Projets

Burkina Faso p.4
Palestine p.6

Vie de l'association p.9

HSF en région p.10

Dossiers

Bassin du Pilcomayo p.12
L'eau de pluie p.14

EAD p.16

Société p.17

Tribune p.18

Contacts

HSF Chambéry :

14, rue Louis de Vignet
73000 Chambéry
tél./fax: +33 (0)4.79.69.35.08
hydraulique@hsf-h2o.org
www.hsf-h2o.org

HSF Ile de France :

Marc Gentil :
tél./fax : +33 (0)1.47.32.27.72
Lucien Duguey :
lduguey@voila.fr

HSF Méditerranée :

Jean-Yves Dubié :
tél : +33 (0)4.42.63.14.12
hsf-mediterranee@hsf-h2o.org

HSF Est Harena :

Bernard Deviot :
deviot@europole.u-nancy.fr

Directeur de la publication :
Claude Parry
Tirage : 400 exemplaires
Imprimerie :
Copyfast à Chambéry
Imprimé sur papier recyclé



L'objectif de la mission était l'étude d'un aménagement hydraulique pour un village enclavé du Sanmatenga au Burkina Faso, en partenariat avec les associations Nongbzanga et Lafilavie.

Lutte contre la sécheresse à Issaogo

Arrivée impressionnante ! Applaudissements nourris, nombreuses poignées de main, boissons de mil, discours, danses,... nous étions attendus... depuis plus de 24h, apprendrons nous plus tard !

Après 2 jours bien remplis à Ouagadougou (récupération de cartes topo et de photos aériennes, rencontre avec la Directrice de la Coordination et de la Lutte contre la Désertification), et une journée à Kaya afin d'essayer de récupérer des données pluviométriques et de voir Elie Kambou, le topographe recruté par Lafilavie, nous voici enfin à Issaogo.

Issaogo, village qu'Idrissa Ouedraogo de l'association Nongbzanga et Caroline Thibaut de l'association Lafilavie (cf. article) nous avaient donné envie de découvrir.

La préfecture, le centre de santé, le collège et l'électricité les plus proches de ce village enclavé du Sanmatenga sont situés à Pissila, à 25 km de piste difficilement praticable en saison des pluies.

La première demande villageoise concerne le barrage. En effet, il per-

met d'abreuver le bétail qui constitue l'épargne locale. Les 5700 habitants sont dispersés en une quinzaine de quartiers sur un rayon de 10 km par rapport au centre du village : quartier Narotin. Ce quartier possède la moitié des forages fonctionnels (2 sur 4) et dispose des infrastructures telles que le site du barrage, le marché, une mosquée et une église.

Sur place nous nous rendons compte que l'alimentation en eau potable pose problème : 4 forages fonctionnent sur les 5 existants. Chaque forage est dimensionné pour 250 personnes soit un total de 1000 à 1250 personnes sur l'ensemble de la commune c'est à dire environ 1/5 de desserte... Conséquences : attentes interminables aux bornes-fontaines, pannes récurrentes, utilisation de puits traditionnels non protégés et s'assèchant en cours de saison sèche, ou encore achat d'eau potable à un village éloigné de plus de 10 km...

Aidé du topographe, nous nous lançons dans l'étude de la zone du barrage existant. Ce barrage en maçonnerie a une forme biscornue. Construit en 1983, il a été réparé une première fois en 1985 avec coffrage et construction de contreforts puis de manière plus ou moins occasionnelle par différents

partenaires locaux. Mais l'absence de protections latérales et avales a sérieusement mis à mal cet ouvrage. Une crue exceptionnelle en juin 2003 a ouvert deux brèches (de 12 et 19 m). Cet ouvrage nous pose question : comment a-t-il pu tenir 20 ans (avec diverses réparations certes) sans avoir été conçu sans étude approfondie préalable? Ce mur à l'aspect fragile a amélioré la vie d'une génération de villageois alors que l'implantation et la construction sont loin d'avoir suivi les règles de l'art... De nombreuses digues en terre ne tiennent pas aussi longtemps à cause de l'apparition de renards, d'infiltrations sous le barrage...

Le site n'est pas bon, la lame d'eau est inférieure à 2 m aux endroits les plus profonds, mais le problème est crucial, l'économie locale est fortement dépendante de ce barrage.

Nous proposons certes l'aménagement d'un barrage mais aussi des forages pérennes afin de satisfaire aux besoins vitaux de la population tout au long de l'année ainsi qu'une étude du développement de cultures génératrices de revenus.

Le départ fut inoubliable pour Claude et moi, alors travaillons et à bientôt pour la suite du projet !

EAU ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quelle est la cohérence d'une économie basée sur l'élevage et la culture, activités hautement consommatrices en eau avec le manque de ressources ? Cette région doit affronter un stress hydrique grandissant à cause de la diminution de la pluviométrie annuelle moyenne et de l'augmentation des besoins. Le processus de désertification affectant le nord du pays entraîne la transhumance de troupeaux de plus en plus importants et sur des périodes de plus en plus longues. La construction d'une grande retenue entraînera inmanquablement l'arrivée de plus grands troupeaux donc l'augmentation des besoins, la boucle est bouclée... Le développement durable de cette région ne demande-t'il pas plutôt la satisfaction des besoins vitaux humains et la transformation du système économique local afin de s'adapter à un processus que l'on ne peut que ralentir et non arrêter : la désertification ?



Nos partenaires témoignent... L'association Lafilavie

Lafilavie est une association créée en janvier 2004 par un groupe de jeunes ingénieurs français spécialisés en agriculture et environnement sensibilisés aux problèmes de santé, d'environnement et d'alphabétisation au Burkina Faso.

Notre association a pour but principal de soutenir des actions menées à Issaogo telles que la construction d'un dispensaire et la construction d'un barrage, tous deux prévus aussi bien pour les habitants d'Issaogo et les villages environnants que pour les animaux qui manquent d'eau.

La rencontre avec les villageois s'est réalisée lors d'une recherche réalisée par la présidente, Caroline Thibaut, dans le cadre de ses études. Elle désirait mettre ses connaissances en pratique sur un projet agricole et travailler dans un contexte de désertification, plus précisément dans un pays soudanohésien. Après plusieurs contacts avec diverses structures, elle a pu ainsi être dirigée vers ce village qui lui a réservé un bien bel accueil. Caroline Thibaut a ensuite rencontré les membres de l'Association villageoise locale NONGBZANGA (Association de Développement Communautaire du Village d'ISSAOGO). Cette association a déjà réalisé beaucoup de projets dans les domaines de l'alphabétisation et de la lutte contre la désertifi-

cation. Les villageois désiraient étudier avec Caroline Thibaut les impacts socio-économiques et écologiques d'un projet de construction de barrage.

Le dynamisme de l'association Nongbzanga, qui se mobilise pour l'amélioration de la vie du village, a été déterminant pour la création de Lafilavie en France. Un partenariat a été mis en place entre les deux associations. Il s'agit de réfléchir aux projets prioritaires pour le village puis d'en évaluer les implications techniques et financières. Le choix des indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation des projets est également fait en commun.

Lafilavie s'engage à trouver des partenaires techniques comme Hydrauliques Sans Frontières et des fonds pour la réalisation des projets préalablement définis. La population du village se charge aussi bien de la logistique sur le terrain que de récolter de l'argent sur place. Enfin, le village met en place des équipes pour la participation aux projets et la recherche de partenaires locaux.

Ce type d'organisation ainsi que l'expérience des villageois garantissent une bonne efficacité dans la gestion des projets.

Caroline Thibault

ELEVAGE = ÉPARGNE LOCALE ?

En cas de difficultés, une famille vend une ou plusieurs têtes de bétail. Cependant, en période de sécheresse, cette "épargne" leur coûte cher puisqu'ils doivent déplacer leurs troupeaux sur des kilomètres afin de ne pas subir trop de pertes (dans le village certains atteignent déjà 50% de décès).



Soutien technique en Palestine



Une nouvelle équipe s'est rendue en Palestine, dans le sud de la Cisjordanie, avec de nombreux objectifs durant le mois de mai 2005. Face au manque d'eau, l'Autorité Palestinienne de l'Eau travaille sans relâche à rendre indépendant le réseau d'eau palestinien de celui des colonies . C'est ce que nous avons pu constater sur place.

Cette fois ci, le projet soutenu par l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) était en partenariat direct avec l'Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA) et plus précisément avec sa branche "études" nouvellement formée. Le PWA cherche en effet à constituer une capacité de maîtrise d'œuvre qui lui soit propre. Le recours à des bureaux d'études étrangers, "apportés" en quelque sorte dans le même paquet que les financements et l'entreprise, conduit à des majorations importantes des coûts d'études et à l'absence de formation d'acteurs locaux.

HSF a d'abord réalisé deux formations, entre Hébron et Bethléem, pour techniciens d'une part et ingénieurs généralistes d'autre part, travaillant pour les municipalités et la branche étude du PWA. Ces formations ont porté sur l'hydraulique en général et particulièrement sur l'utilisation du PEHD (Poly Ethylène Haute Densité). Les stagiaires ont pu réaliser une visite de terrain : stations de pompage, chantiers de mise en place de tuyaux en fonte ductile et construction d'un

réservoir de 3000 m³. Ensuite, l'équipe HSF a accompagné les deux jeunes ingénieurs responsables des projets de réseaux au sud pour l'élaboration de l'avant-projet sommaire. Bien que les compétences soient importantes sur place, HSF a été catalyseur par son accompagnement, imposant des délais dans l'obtention des cartes digitalisées et dans l'avancement des modèles hydrau-

liques. Selon le PWA, la caution formelle d'HSF pour les études réalisées a contribué à les crédibiliser auprès des bailleurs de fonds internationaux sans que ceux-ci exigent le recours à des bureaux d'études étrangers. Enfin, HSF a permis à ces ingénieurs de se rendre compte de l'importance qu'il y avait à se rendre sur place pour préparer un projet.

Les habitudes palestiniennes ne sont



Visite d'un chantier de mise en place de fonte ductile

en effet pas celles-ci : de nombreux projets sont montés sans avoir aucune connaissance de la réalité du terrain, sans prendre en compte les conseils des municipalités qui, elles, connaissent bien les problèmes spécifiques à leur ville.

Une réticence existe auprès des ingénieurs du PWA qui estiment que le temps passé sur place à discuter avec les élus est du temps perdu. Notre présence a permis aux jeunes ingénieurs, plus ouverts à ce niveau, de ne pas négliger cet aspect.

Au départ, l'objectif d'HSF était de coupler ces formations avec un chantier école de mise en place de PEHD, dans le village bédouin d'El Haddalin. Cependant, ce chantier n'a pu se réaliser pour deux raisons dépendantes de la situation politique locale.

D'une part, l'autorisation de réaliser les travaux n'avait pas été accordée par le "Comité joint pour l'eau" (institution regroupant les parties israéliennes et palestiniennes chargées d'étudier les demandes d'autorisations). Il arrive que malgré la non-obtention d'autorisation, les municipalités choisissent de réaliser tout de même les travaux, à leurs risques et périls, tout en sachant que le village d'El Haddalin est en zone C (zone des territoires palestiniens sous contrôle israélien). A Yatta par exemple, la construction d'un réservoir a été commencée alors que les autorisations avaient été refusées : les militaires ont arrêté les travaux alors qu'ils avaient été réalisés à 90 %. Le réservoir est donc inutilisable et se détériore jour après jour. Malheureusement l'essentiel des fonds a été utilisé.

D'autre part, les tuyaux achetés par la PWA en même temps que les tuyaux de PEHD nécessaires pour les autres projets de l'ouest d'Hébron, ont été gardé au port de Tel Aviv en attente de dédouanement depuis le 3 février. Le PWA vient tout juste d'obtenir l'accord pour le dédouanement pour le 23 juillet 2005.

Les relations avec le PWA sont très intéressantes. C'est un partenaire fiable.

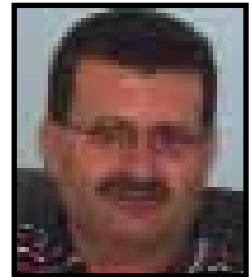
Pour la suite, compte-tenu de la difficulté d'organiser des travaux à cause des difficultés politiques rencontrées, mais aussi des compétences importantes qu'ont les palestiniens pour le suivi des travaux, HSF n'interviendra plus pour des missions "travaux" en Palestine. Cependant, le PWA s'est dit

très intéressé pour continuer la collaboration avec HSF et fera à l'avenir directement appel à HSF dans le cadre de programme de formation spécifique.

*Christelle de Lacroix
et André Lefeuvre*

L'eau à Dariya

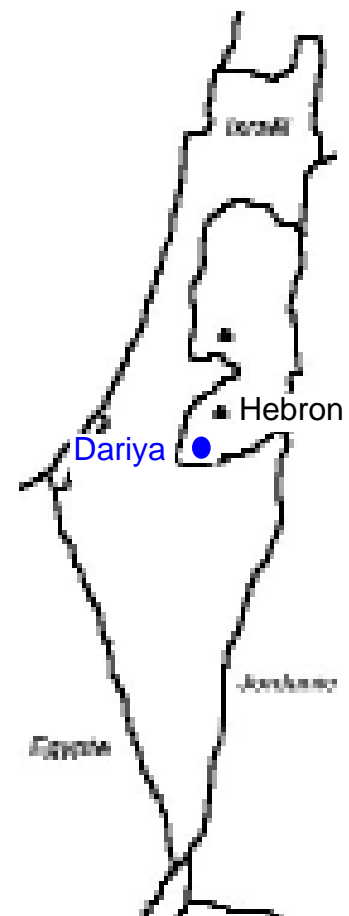
Témoignage d'Azmi Radwan, Ingénieur à la Municipalité de Dariya



Si l'eau est encore rare à Dariya aujourd'hui, ce n'est pas faute de l'énergie dépensée au cours des dernières décennies pour réaliser des projets. Ce n'est en effet pas la première fois que les 30 000 habitants de Dariya entendent : "D'ici deux ans, vous aurez de l'eau."

Trois précédents projets (un jordanien en 1960 et deux israéliens en 1970) avaient essentiellement pour but d'alimenter le centre de police, utilisé par l'occupant, et ils en ont profité pour connecter quelques familles. Aucun document n'est disponible pour connaître l'emplacement des conduites. Un réservoir de 140 m³ a été construit à l'occasion de ces projets ainsi qu'une adduction provenant du puits proche de la ville de Samoua. Le puits, toujours en fonction actuellement, délivre près de 45 m³/h dont 20 sont directement acheminés sur le réservoir de Dariya.

Le dernier projet, initié par l'association PECDAR (Palestinian Economic Council for



Situation de Dariya



Camion citerne

Development And Reconstruction), devait permettre l'installation de 40 km de tuyaux pour un coût d'un million de dollars. Par suite probablement d'une mauvaise gestion des fonds, seulement 30 km de ces tuyaux ont pu être mis en place et aucune connexion individuelle n'a été installée. De plus, les ressources en eau sont très faibles, le réservoir est toujours de 140 m³ et ne permet pas d'alimenter ces 30 km de tuyaux. Quel a été l'intérêt du projet ? Pour Azmi, c'est clair : "Ils ont enterré un million de dollars dans le sol".

Aujourd'hui donc, les 1500 maisons les plus centrales reçoivent de l'eau pendant 24 heures une fois tous les deux mois. Les autres (plus de 20 000 personnes) dépendent uniquement de la collecte de l'eau de pluie (environ 80 m³ par an) et de l'achat d'eau provenant des camions-citernes.

Toutes les maisons ont une citerne de stockage allant de 50 à 200 m³ suivant la richesse du propriétaire. Le stockage de l'eau dans ces citernes peut poser de gros problèmes de santé publique : les citernes ne sont pas forcément lavées chaque année et les analyses réalisées dans les maisons individuelles montrent une eau de très mauvaise qualité bactériologique.

“Ils ont enterré un million de dollars dans le sol.”

Un camion municipal peut alimenter les habitations sans connexions au réseau, sur demande, à un prix raisonnable. Ce camion est largement insuffisant par rapport aux besoins : il peut faire au maximum 8 voyages par jour. Au 25 mai (début de la période chaude), déjà 40 foyers sont inscrits sur la liste d'attente. De nombreux entrepreneurs privés profitent donc de la situation et vendent l'eau jusqu'à

30 shekels le mètre cube (5,4 /m³). Et même à ce prix, en été, il faut commander l'eau au minimum une semaine à l'avance.

Le manque est d'autant plus flagrant quand on sait que les 40 familles de la colonie la plus proche reçoivent la même quantité d'eau que les 30 000 habitants de Dariya.

Dariya n'est malheureusement pas la seule ville dans cette situation.

Dura (25 000 habitants), Yatta (65 000 habitants), Samoua (20 000 habitants) et les villages alentours au sud d'Hébron, sont dans les mêmes conditions en ce qui concerne l'eau, ainsi que de nombreuses villes moyennes de Cisjordanie.

Les centres urbains comme Hébron ont bénéficié d'une aide internationale importante. C'est pourquoi le PWA se concentre moins sur les centres urbains que sur les villes moyennes et villages.

D'ici deux ans, tous les villages de la zone sud d'Hébron seront alimentés par le PWA. Cela représentera 45 000 m³ à acheminer par jour en 2025, pour une population prévue de près de 400 000 personnes.

Ce projet est d'autant plus porteur d'espoir qu'il fait partie d'un programme plus important qui alimentera toute la Cisjordanie indépendamment des réseaux Mékhorot (entreprise israélienne, qui avait jusque là le quasi monopole) d'ici à 2015.

*Témoignage recueilli
par Christelle de Lacroix*

DÉPARTS

Michèle Wong, trésorière de HSF depuis 15 ans, a décidé de se retirer de ses fonctions officielles. Après de longues années de travail bénévole au service du développement, elle a en effet choisi de passer la main. Nous souhaitons donc la bienvenue à **Jean-Jacques Bretteville** qui la remplace et remercions Michèle pour le travail exemplaire qu'elle a réalisé tout du long de ces années.

Le 15 juin dernier s'est terminé le contrat de **Marie Raczynski**, chargée de mission, permanente à HSF depuis un an et demi. Nous lui souhaitons bon courage pour la suite et la remercions vivement pour le précieux travail qu'elle a effectué, notamment sur les projets Palestine, Maroc, Burkina Faso (Issaogo) et Sénégal (Bokidiawe), pour lesquels elle était partie en mission de terrain. Bonne route !

Merci à Monsieur Hassine Mohsen de la SADE qui nous a consacré une demi-journée pour une visite de chantier de pose de canalisations en PEHD et d'électrosoudage. Ceci a été bien utile à nos chargées de mission, notamment en prévision de la formation Palestine.

LA PAROLE AUX ADHÉRENTS...
FESTIVAL INITIATIVES D'ESPOIR

“Hydraulique Sans Frontières était présente au 1er festival Initiatives d'Espoir qui a eu lieu les 27, 28 et 29 mai 2005 à Tournon, petit village sur la route du col de Tarmié, à 10 km d'Albertville. Claude Parry est venu apporter une lueur d'espoir en présentant au public le reportage fait par HSF sur l'eau en Palestine, "l'or bleu confisqué". Il relate le projet commun de l'association et du "collectif savoyard pour une action solidaire en Palestine" d'aider des villageois à accéder à l'eau potable. En tant que membre d'HSF, voisin (j'habite à 3 km de Tournon) et présentant une autre lueur d'espoir avec une association locale sur les relations transgénérationnelles, j'ai perçu de nouvelles raisons d'espérer dans les relations israélo-palestiniennes, surtout quand celles-ci portent sur le partage de l'eau : une des raisons profondes du drame du Proche-Orient. ”

Jean GIRARD (73)

CRÉATION D'UNE DÉLÉGATION HSF RÉGION LYONNAISE

La création de la section HSF région lyonnaise prend forme. Nous étions une douzaine le 9 Mai pour commencer à réfléchir à notre mode de fonctionnement (équipe "communication / relations extérieures", équipe "technique"). Nos réunions se tiendront régulièrement tous les 2 mois. Notre première action phare concerne la participation de HSF à la semaine de la Solidarité Internationale à Lyon (SILYON), qui se déroule du 13 au 20 Novembre 2005 et dont le thème de cette année est "l'eau".

La prochaine réunion de HSF-Lyon se tiendra le Lundi 27 Juin à 18h30, Générale des Eaux - 2, avenue de Poumeyrol 69330 CALUIRE. L'ordre du jour prévu : compte rendu de la mission Madagascar, Semaine de la Solidarité Internationale, examen de nos relations avec différents partenaires...

Pour toute information complémentaire, prendre contact avec : Michel Chartier (04 78 35 12 91) Michel Bublex (04 78 45 32 98), ou Claude Frangin, (06 07 37 40 25).

Claude FRANGIN, Vice-Président

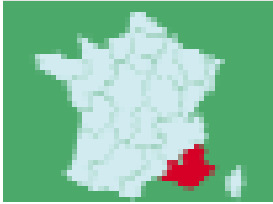
Bulletin d'adhésion à Hydraulique Sans Frontières

Nom : E-Mail.....
 Prénom : Tél.....
 Adresse : Profession.....

 Je deviens membre de l'association :
 Actif, retraité : 40 Euro (abonnement + cotisation)
 Etudiant, chômeur : 10 Euro (abonnement + cotisation)
 Je soutiens l'association :
 Montant :

Pour nous permettre de mieux vous connaître, merci de joindre un CV !

Bulletin à découper et à envoyer accompagné d'un chèque à : HSF, 14, rue Louis de Vignet, 73000 Chambéry



HSF Méditerranée

DES NOUVELLES DE TROIS PROJETS MAROCAINS

- Retour de mission de Tangerfa :

Nous étions intervenus avec Marie Raczynski sur le projet de Tangerfa el Holia en mai 2004, pour une étude préliminaire de l'alimentation en eau de 5 petits villages de l'Anti-Atlas au Sud-Est de Taroudant, pour l'association Alkheir. Grâce à la subvention obtenue par le Syndicat des Eaux de Beaumont-Ceyrat-St Genes-Champanelle, il a été décidé de lancer une mission d'étude détaillée sur le projet de Tadnast pour engager la réalisation au plus tôt. Nous revenons donc de mission de terrain avec Marie : les mesures ont été faites avec la participation active des villageois qui avaient dégagé la source qui servira pour l'alimentation gravitaire de la borne fontaine, 1200 m plus loin et 50 m en contrebas. Et tout est presque prêt pour engager ce chantier en septembre. Pour les autres villages, Alkheir, avec une grande motivation, a remué ciel et terre pour réunir tous les éléments nécessaires aux demandes de financement qui seront déposées en fin de ce mois.

- Aït Boulmane :

Nous avons profité de cette mission pour étudier la réhabilitation d'un canal agricole alimentant les terres de ce petit village aux environs de Ouarzazate : 600 m de cet ouvrage menacés d'effondrement car localisés en bordure d'une terrasse alluviale érodée à son pied et déstabilisée par les infiltrations du canal. Nous recommanderons des protections de pied et surtout un revêtement de cette section du canal.

- Assif Melloul :

Après une période de déboires dans notre recherche des quelques 1300 gabions nécessaires, nous avons enfin trouvé un fournisseur local pour ce projet de lutte contre les effets de l'érosion dans la vallée du Haut Atlas ; avec Akhiam, nous vérifions actuellement la qualité de ses produits. Le CCFD nous apportera une aide de 9000 Euro pour un chantier pilote qui se tiendra en septembre-octobre, avec construction de deux seuils (90 gabions).

Jean-Yves Dubié



Les membres du bureau d'HSF Méditerranée (de gauche à droite) : Jean-Yves Dubié (président), Claude Claveau (trésorier), Francis Teste (vice-président), Quynh Anh Pham Ngoc (vice-présidente), Yves Aubry (secrétaire) et Marie-Anne Zucca (secrétaire adjointe).

PREMIÈRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

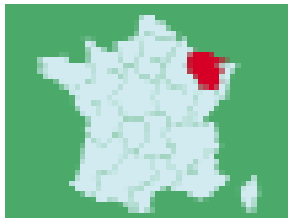
Samedi 21 Mai 2005 s'est tenue la première assemblée générale d'HSF Méditerranée dans le cadre de verdure qu'offrait le Lycée agricole de Valabre.

33 personnes étaient présentes dont Mr Salort, représentant de la Municipalité d'Aix-en-Provence.

Ce fut l'occasion de dresser le bilan des premiers mois de vie officielle de l'antenne régionale créée en novembre 2004, de procéder aux votes, de faire un tour d'horizon des projets en cours et de présenter le rapport d'orientation.



L'assemblée au grand complet.



HSF Est Harena

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A SUIVRE...

Début mai, une entrevue prometteuse à eu lieu avec la personne en charge de la coopération décentralisée au Conseil Régional Lorraine. Par ailleurs, l'annonce de nouveaux dons assez conséquents nous laisse espérer que notre projet retiendra l'attention et saura emporter l'adhésion ; nous avons quelques signes encourageants. Acceptons-en l'augure.

Notre AG s'est tenue le 2 avril 2005 à Nancy. Nous y avons retrouvé avec le plus grand plaisir Claude Parry et Bernard Durandau venus spécialement de Chambéry.

Le rapport moral de Bernard Deviot, Président de HSF-Est Harena, retrace la chronologie de notre projet en direction de Madagascar et fait le bilan de l'année écoulée :

- Malgré l'élan de générosité des donateurs potentiels vers l'Asie du sud-est, nous avons réussi à rassembler de quoi permettre le déroulement de l'Avant Projet Détaillé (APD), signe positif très attendu de nos partenaires malgaches. Par ailleurs, deux missions ont été menées par HSF Chambéry à Madagascar pour finaliser divers projets, ce qui a permis d'affiner nos données sur le terrain.

- Une grande partie du travail de cette année a été consacrée à la constitution de dossiers à soumettre à la Région Lorraine

et au Conseil Général Meurthe et Moselle. L'expérience de HSF Chambéry dans ce domaine et les contacts personnels de nos membres auprès des services concernées ont été très précieux. Nous avons d'ailleurs échangé des réflexions et évoqué des pistes à creuser lors de l'AG.

La signature de la convention qui scelle la collaboration entre HSF-Est Harena, HSF et Harena Manasoa pour réaliser ce projet d'adduction d'eau potable à Madagascar a été un moment important de notre AG.

Claude Parry nous a ensuite rendu compte des principaux points évoqués lors de l'AG chambérienne et souhaite voir l'un d'entre nous participer au prochain Conseil d'Administration du 25 juin.

*Pour HSF-Est Harena, son Président,
Bernard Deviot.*



HSF Ile de France

DATES À RETENIR

L'Assemblée Générale d'HSF Ile de France se tiendra le **jeudi 23 juin à 21h** dans les locaux de l'Ecole PRE-ART

(91 avenue de la République Paris 11ème - entrée 1 rue des Nanettes - métro Père-Lachaise ou Rue Saint-Maur).

L'ordre du jour sera le suivant :

1. Fonctionnement de HSF-IdF
a) Conseil d'administration : Membres en fonction - Renouvellement

b) Relations de HSF-IdF avec HSF.- la décentralisation

c) Emplois-jeunes des Hauts de Seine

2. Projets accompagnés et démarches effectuées par HSF-IdF en 2005

a) Dzogbegan (Togo)

b) Comores (hydrogéologie)

c) Etudes de béton armé pour le compte de Technap

d) Contacts parisiens (Eaurizon, AESN, mairie de Paris...)

3. Bilan financier pour 2004 - inclus dans celui d'HSF

4. Actions prévues pour 2005

5. Budget prévisionnel 2005

Merci de donner votre réponse de présence ou d'absence à cette Assemblée, soit à :

Marc Gentil
tél / fax : 01 47 32 27 72

ou à :

Lucien Duguey
tél / fax : 01 60 63 20 57
e-mail : lduguey@voila.fr

Pilcomayo, mon amour...

Projet de gestion intégrée du bassin du Pilcomayo par la Bolivie, le Paraguay et l'Argentine

Aurélié Malbrunot, ancienne permanente à HSF, est partie avec son ami Thomas en Bolivie. Tous deux travaillent pour le compte de l'IRD à la Paz. Elle nage dans le bonheur des eaux du fleuve Pilcomayo et représente HSF à la Paz.



Le projet de "Gestion intégrée et de Plan Directeur du bassin du Pilcomayo" est né de la volonté commune des trois Etats, que ce fleuve traverse, de gérer de façon globale le fleuve Pilcomayo, source de vie pour 1,3 millions d'habitants des Andes boliviennes et des plaines du Chaco.

En 2002, la Bolivie, le Paraguay et l'Argentine ont décidé d'unir leurs forces avec l'aide de l'Union Européenne afin de répondre aux différentes problématiques environnementales, économiques et sociales que présente ce merveilleux écosystème.

Faisons tout d'abord connaissance avec ce fleuve....

Le fleuve Pilcomayo prend sa source dans la région de Sucre, dans les Andes Boliviennes. Fleuve torrentueux issu de nombreuses rivières, il émerge des Andes pour traverser les plaines du Chaco Bolivien puis former la frontière entre le Paraguay et l'Argentine jusqu'à son embouchure dans le fleuve Paraguay à Asunción, capitale du Paraguay.

Si ce système hydrographique crée des écosystèmes d'une richesse exceptionnel-

le, tant en termes de végétation que de faune, il est toutefois menacé... par l'homme, qui a peu à peu peuplé ses rives et l'a intégré dans les folklores locaux, qui a appris à mettre à profit ses eaux pour la pêche, l'irrigation, l'approvisionnement en eau pour les hommes et les troupeaux, mais l'homme qui pollue ces eaux par les activités minières ou

l'extraction d'hydrocarbures, mais l'homme aussi qui souffre de l'impétuosité de ce fleuve indompté qui provoque successivement inondations ou sécheresses selon qu'il décide de faire passer son lit par ici ou par là.

Face à ces divers problèmes environnementaux (pollution amont se transmettant à l'aval, mise en danger des espèces piscicoles, érosion, etc.), économiques (disponibilité des ressources en eau pour les troupeaux et l'irrigation des champs, pêche, diminution des terrains agricoles en bordure de rivière, etc.) et politiques (égalité des ressources en eau entre le Paraguay et Argentine), impossible de rester les bras croisés! Les trois gouvernements concernés ont



d'ailleurs depuis longtemps compris l'importance de la gestion de ce fleuve, mais les problèmes venant d'une rive et les solutions d'une autre, des réponses locales ne pouvaient suffire.

Depuis 2002, les trois Etats du Paraguay, de la Bolivie et

de l'Argentine ont donc décidé d'unir leurs connaissances et leurs forces pour mettre en place un organisme de gestion intégrée du bassin du fleuve. Ils sont aidés dans cette voie par l'Union Européenne, financièrement et humainement. Ce type de gestion intégrée, déjà bien développé en Europe, est relativement nouveau en Amérique du Sud et constitue un défi pas forcément évident. En effet, la diversité des ethnies qui peuplent cette zone, des niveaux sociaux, la variété des langues, des rapports à l'eau, les rivalités historiques entre provinces et/ou pays (la guerre du Chaco entre Bolivie et Paraguay s'est terminée en 1938) ne rendent pas la tâche facile.

Pourtant depuis 2002, l'équipe du Projet Pilcomayo, constituée de personnes des 3 pays et d'experts européens en appui occasionnel, mettent toute leur énergie pour améliorer la connaissance du fonctionnement hydraulique du fleuve, ses richesses environnementales et mettre en place des projets pilote de réduction de la pollution et de l'érosion. Ces actions se font en total partenariat avec les gouvernements et institutions étatiques chargés des ressources

Les populations voient ainsi qu'agir est possible et comprennent peu à peu l'importance de respecter cette ressource.

en eaux et les communes concernées, qui ont pour ce projet été réunies au sein d'une communauté de communes. Les populations voient ainsi qu'agir est possible et comprennent peu à peu l'importance de respecter cette ressource.

Cette semaine, le département de Tarija où se situe une grande partie du bassin bolivien est en grève pour réclamer plus d'investissements du gouvernement dans le traitement des pollutions du Pilcomayo...

La conscientisation se fait et les petits-enfants de ces populations pourront un jour espérer se baigner dans ces eaux magiques...

Aurélie Malbrunot

POUR EN SAVOIR PLUS...
<http://www.pilcomayo.net>



Le fleuve Pilcomayo : un système hydrographique complexe.

Si la partie amont du bassin versant est relativement classique (confluences successives de torrents de montagne), la partie aval est en revanche plus inhabituelle.

L'érosion des montagnes et collines boliviennes de la région de Potosi et de Sucre charge ses eaux d'une quantité phénoménale de sédiments (60 millions de tonnes par an) que des pentes importantes lui permettent de charrier.

Soudain, le Rio Pilcomayo se retrouve dans les plaines extrêmement plates du Chaco. Là, il n'a plus l'énergie suffisante pour transporter ces matériaux. Ceux-ci se dépo-



Les eaux chargées du fleuve Pilcomayo...

sent alors, provoquant un assèchement progressif du fleuve - jusqu'à plusieurs kilomètres par an - et des changements très fréquents de son lit.

Au niveau du point d'assèchement du fleuve, les eaux s'échappent alors via un réseau d'effluents que les eaux se creusent ou qu'elles ont creusé au fil des ans (paléo-lits) formant ainsi un réseau en tresses rejoignant de vastes zones humides.

Par ailleurs, une partie de ces eaux s'infiltre et renaît plus en aval en un réseau de rivières qui se jettent dans le fleuve Paraguay. Ainsi renaît le fleuve Pilcomayo plus en aval pour finir sa lente course.

L'ensemble de ce bassin versant qui correspond plus à une zone d'influence socio-économique du fait de la topographie de la partie aval qui ne permet pas de définir un bassin au sens topographique, couvre une superficie d'environ 270 000 km².

L'eau de pluie un don du ciel

Dans beaucoup de pays même en Europe, la situation de l'approvisionnement en eau risque de devenir problématique pour de nombreux consommateurs.

La consommation d'eau potable est en augmentation et le traitement des eaux usées est de plus en plus complexe.

Le coût de la distribution d'eau est ainsi devenu une charge financière non négligeable pour l'ensemble des acteurs économiques de nos pays européens.

Certaines régions de France sont en état d'alerte avant même que la saison d'été ne soit installée ; on annonce une nouvelle sécheresse semblable à celle que l'on a connue en 1976. Le ministère de l'écologie a annoncé, suite à la publication du tout dernier bulletin de

situation hydrologique du pays, que des restrictions d'eau venaient d'être imposées par les préfets de huit départements : Vaucluse, Drôme, Oise, Morbihan, Deux-Sèvres, Charente, Charente-Maritime et Vienne. Si le déficit de précipitation se prolonge, ce sont des régions entières qui feront l'objet de mesures drastiques pour préserver les ressources en eau, avec pour conséquence, de graves répercussions sur l'économie du pays.

Cette préoccupation n'est pas uniquement française ; elle concerne beaucoup d'autres pays voisins. De la Grèce à la Finlande, du Portugal à la Russie, le déficit d'eau constaté depuis le printemps est de plus en plus inquiétant ; certains pays d'Europe évoquent une

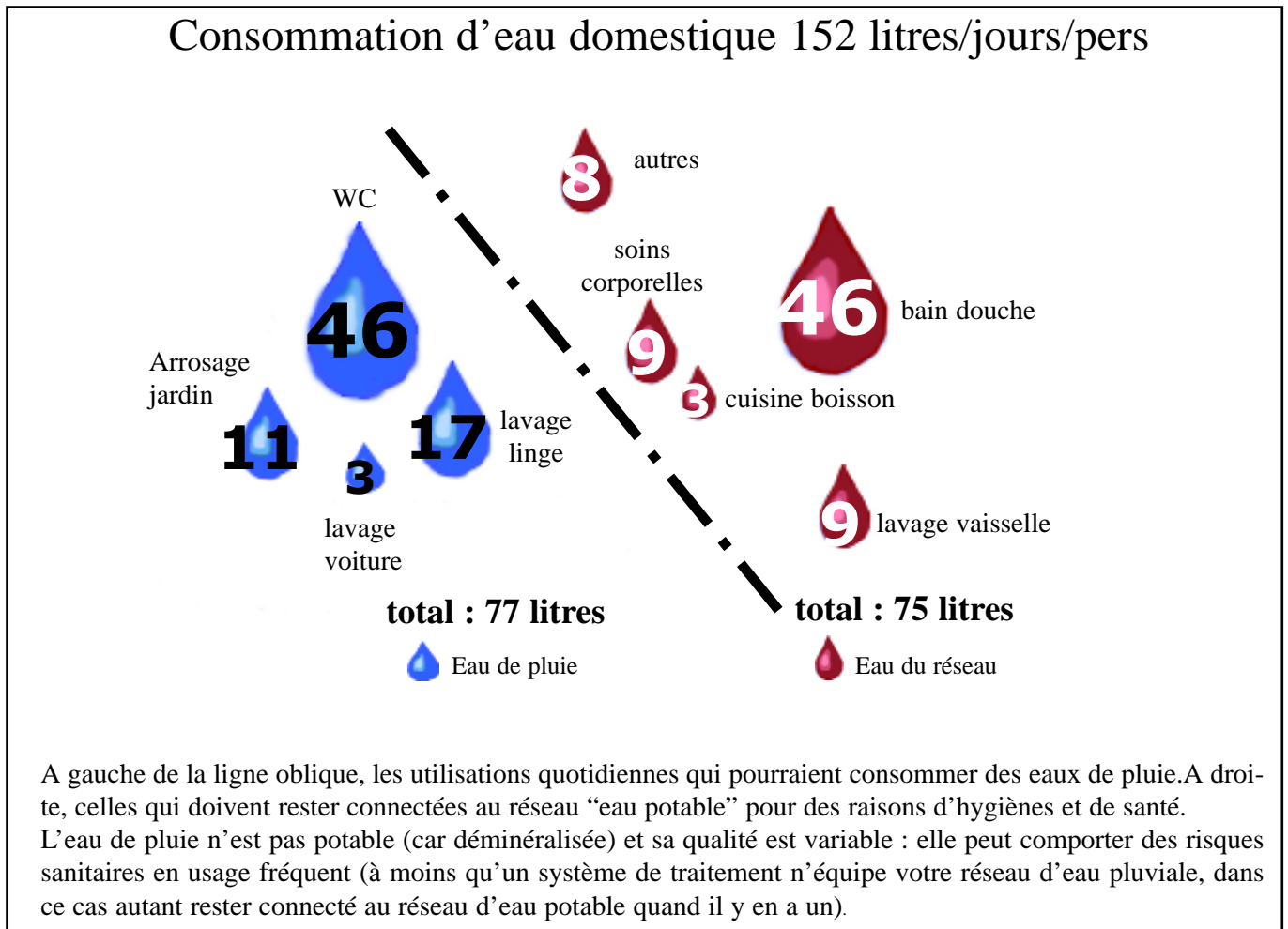
situation de "sécheresse extrême ou sévère".

En réponse à ces situations, il est donc impératif de mettre en oeuvre des solutions techniques visant à économiser l'eau potable parfois utilisée dans des situations quelques peu aberrantes.

Il en est une particulièrement intéressante et encore peu développée, la récupération de l'eau de pluie :

L'utilisation de cette eau naturelle est une tradition ancienne et de nombreuses citernes destinées à l'arrosage des jardins sont encore visibles aujourd'hui dans nos maisons de campagne.

Depuis une dizaine d'années, en Allemagne et en Belgique, les dispositifs de récupération d'eau pluviale à partir des toitures se sont fortement développés pour l'habitat et l'industrie.



Le principe est simple : l'eau est captée à partir des toitures puis filtrée et stockée dans une citerne pour être ensuite pompée, refiltrée et distribuée.

Utiliser l'eau de pluie permet de profiter d'une eau sans calcaire, ni chlore, de conserver une autonomie en eau en cas de sécheresse ou de restriction et de faire face au coût de l'eau en constante augmentation.

Sans traitement préalable pour la rendre potable, l'eau de pluie peut avoir de multiples usages : sanitaires, lavage et lave-vaisselle, jardin potager et espaces verts, piscine, terrains de sport, arrosage public, stations de lavage.

Certaines industries l'ont bien compris ; elles sont de plus en plus nombreuses à adopter cette alternative, tant les économies réalisées sont considérables.

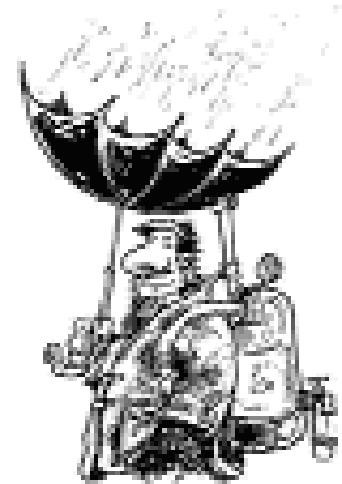
Plus largement, l'utilisation de l'eau de pluie présente de nombreux avantages

écologiques : diminution des prélèvements des eaux souterraines et de surface, réseau de distribution allégé (théoriquement 80 % des besoins en eau des ménages pourrait être couvert par l'eau de pluie), canalisations et machines à laver libres de calcaire entraînant une utilisation moindre (50 %) de savon en raison de la douceur de l'eau, suppression des systèmes d'adoucisseurs qui rejettent 250 kg de sels par an et par ménage dans les rivières et enfin disposition, après potabilisation, d'une eau très peu polluée (teneur en métaux lourds et en nitrates nettement plus faible que dans l'eau de distribution) et naturellement douce comme les meilleures eaux minérales...

A l'heure où le consommateur cherche à faire des économies sur ces factures et les acteurs économiques, des choix pour être en accord avec l'environnement, cette solution paraît incontour-

nable. Il ne fait aucun doute qu'il faudra un jour ou l'autre, envisager de changer nos modes de consommation et opter pour l'éco-citoyenneté.

Bertrand Gonthiez
bgonthiez@ideau.org



Utiliser l'eau de pluie pour réalimenter les nappes d'eau souterraines

exemple du village de Somoto - Nicaragua

Les nappes d'eau souterraines sont alimentées par l'infiltration des eaux de surface. En fonction de la nature des terrains traversés et de la profondeur de la nappe, il faut entre quelques heures et jusqu'à plusieurs semaines pour qu'une goutte de pluie se retrouve dans la nappe souterraine.

Les puits sont réalisés pour capter ces eaux. Et lorsque l'on pompe l'eau le niveau de la nappe s'abaisse. Quand on n'exploite pas plus d'eau que l'infiltration n'en apporte, un équilibre se crée. Parfois, le niveau d'équilibre s'abaisse dangereusement et peut descendre sous le niveau du puits, ce qui provoque son tarissement. Ce phénomène s'observe lorsqu'on surexploite les eaux souterraines ou lorsque les précipitations ne sont pas suffisantes pour réalimenter les nappes.

Dans un village aux alentours de Somoto, à l'ouest du Nicaragua (département de Madriz), un puits équipé d'une pompe manuelle donnait aux villageois l'eau nécessaire à leur consommation. Mais ce puits s'asséchait avant le retour de la saison des pluies. Comme le

choléra est endémique dans la région, il était dangereux de puiser l'eau de la rivière en fin de saison sèche. Une alternative a dû être trouvée.

Pour limiter les prélèvements dans la nappe souterraine, les maisons du village ont été équipées de citernes enterrées collectant les eaux de pluies tombées sur les toitures (en zinc). Les premières eaux tombées ne sont pas collectées par la citerne : elles servent à nettoyer les toits de la poussière accumulée pendant le long été.

Un système de pompage rudimentaire et de filtres permet aux villageois de consommer l'eau de la citerne pendant la saison pluvieuse. Pendant cette période, ils n'utilisent qu'occasionnellement l'eau du puits.

De cette façon la nappe d'eau souterraine peut reconstituer ses réserves et lorsque arrive la saison sèche, les villageois utilisent l'eau du puits qui a maintenant suffisamment d'eau pour être productif jusqu'à la prochaine saison des pluies.

Des exemples d'animations du dernier trimestre

31 mars : "Saya, village Aymara" ESC

Estelle Rech et Arthur Gonzalez, deux étudiants de l'école de commerce, travaillent avec nous cette année pour trouver des fonds afin de poursuivre le barrage de Saya. Ils ont organisé une conférence débat présentant le village de Saya et la construction du barrage. Claude Parry était présent pour apporter son témoignage et des précisions sur la présentation des étudiants. Cette conférence qui a réuni une vingtaine de personnes s'est tenu dans le cadre du "Tour du Monde à Chambéry" coordonnée par l'Office de Tourisme.

13 avril : "Cap Sud" Ecole Polytechnique de Lausanne

Marie a participé à une journée de responsabilisation des élèves ingénieurs et architectes aux enjeux économiques, politiques, sociaux et environnementaux soulevés par la gestion de l'eau. Au total une quarantaine d'élèves sont passés par le stand et une vingtaine d'étudiants ont discuté avec elle.

Des partenariats sont envisagés avec Ingénieurs du Monde et l'association Eau Vive.

14-15 avril : "Cours d'eau" association H2O (Clermont Ferrand)

Marion et Christelle ont tenu un stand et accueilli plusieurs classes du primaire au Lycée pour des animations d'éducation au développement sur le thème de l'eau. Elles ont animé la maquette évolutive sur la gestion de l'eau pour les plus jeunes et un jeu de pistes permettait au plus grands de trouver diverses informations sur l'eau.



Les enfants autour du stand HSF durant les Cours d'Eau à Clermont-Ferrand

19 avril : Ecole ouverte au Collège des Echelles

Nathalie, Marie et Elodie sont allées présenter les actions de HSF à une dizaine de collégiens et ont répondu à leurs questions riches et variées. Ces élèves sont en train de préparer un guide de randonnée dans le cadre d'une classe ouverte dont nous vous reparlerons lorsqu'il sera prêt (été 2005).

15 avril : "L'avenir des ONG en Amérique Latine" (Sorbonne Paris)

Nathalie s'est rendue à la Sorbonne pour participer à une réunion débat organisée par le DESS (Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées) "Etudes Ibériques et Latino Américaines dans la gestion des entreprises" en compagnie de différentes associations intervenant en Amérique Latine. Il en est ressorti que la principale difficulté était l'obtention de financements pour pouvoir agir de façon durable et qu'il était nécessaire que les associations se regroupent pour mener des actions communes et complémentaires.

10 mai : "Journée de l'humanitaire" Ecole de Management (Lyon)

Nathalie et Michel Chartier ont passé la journée dans la cafétéria de l'EM pour répondre aux interrogations des étudiants de l'école de Management et de Centrale sur l'humanitaire. Plusieurs associations étaient représentées et des contacts intéressants ont été noués avec certaines pour des partenariats futurs. Nathalie a également participé à une table ronde en compagnie de Médecins Sans Frontières et BIOFORCE.

12 mai : "le Plan Hydrologique National espagnol", Lycée Marlioz (Aix les Bains)

Nathalie a passé la journée avec 3 groupes de lycéens (188 élèves au total) de seconde et première pour leur présenter la problématique de l'eau en Espagne ainsi que le plan hydrologique national. Deux interventions se sont faites sous forme de conférences "animées" et la troisième était un jeu de rôle. L'implication des élèves a été globalement importante puisque la plupart d'entre eux avait travaillé sur le thème de l'eau en Espagne au cours de l'année scolaire et certains se sont rendus sur place pour compléter leurs travaux.

13 mai : "l'humanitaire pour quoi faire?" Lycée Vaugelas (Chambéry)

Nathalie a participé à une table ronde organisée par les élèves du "club tiers-monde" en compagnie de pays de Savoie Solidaire, Chambéry Ouahigouya, Club Baobab et Club Tiers Monde. Peu de lycéens étaient présents mais les enseignants étaient nombreux et venaient parfois d'autres établissements scolaires.

Par Nathalie Modoux

Au cours de ce trimestre nous avons été amenés à participer à plusieurs tables rondes et forums sur le thème de l'humanitaire. Les propos qui suivent ne sont pas forcément ceux de HSF (ni les miens), mais sont une synthèse des réflexions issues de ces rencontres.

"Humain, parlons humanitaire" annonçait le Lycée de La Cardinière, "l'humanitaire pour quoi faire ?" s'interrogeait le lycée Vaugelas, "Comment mettre à profit les compétences des ingénieurs et managers dans les associations humanitaires ?" se demandaient l'Ecole de Management et l'Ecole Centrale de Lyon ; "l'amélioration de la qualité de vie des populations du Sud" était la préoccupation de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne...

PETITE DÉFINITION

L'humanitaire vise à améliorer les conditions sociales de l'homme, à faire disparaître les injustices et à soulager les plus déshérités.

Mais pas n'importe comment.

L'humanitaire ne doit pas être de l'assistantat : on accompagne nos partenaires du Sud (ou les déshérités du Nord) en leur donnant les moyens de leur développement économique et social en répondant à leurs attentes (et pas à nos propres projections).

L'humanitaire ne doit pas déstabiliser les économies locales souvent précaires et fragiles : on arrête l'envoi de cahiers, crayons, vêtements, et autres produits qui sont déjà fabriqués dans les pays que l'on souhaite aider. A la place, on peut donner de l'argent à nos partenaires locaux qui feront eux-mêmes leurs emplettes, ce qui les responsabilise et nous permet de les voir en adulte...

L'humanitaire doit s'inscrire dans la durée : ce n'est pas seulement une intervention dans l'urgence, l'humanitaire vise à un développement durable.

L'HUMANITAIRE, UN MÉTIER ?

De plus en plus de formations fleurissent et proposent aux étudiants des modules humanitaires, essentiellement pour des postes de logisticiens, managers et d'administrateurs. Il est bon de savoir que la société s'inquiète de la professionnalisation de ces métiers pour une meilleure efficacité des actions. Mais concrètement, pour quels débouchés ?

Actuellement les structures qui peuvent financer de tels postes se comptent sur les doigts de la main...

A moins que n'apparaisse une réelle volonté politique dotant les associations des moyens de se professionnaliser, ces formations risquent de préparer un nombre croissant de jeunes déçus...

A côté de ces métiers de "conduite de projets", il existe les métiers techniques faisant appel à des ingénieurs, médecins, infirmiers, etc. Les personnes ayant ces profils peuvent partir assez facilement en mission à l'étranger à condition que ce projet s'inscrive dans un "plan de carrière" et qu'ils aient bien réfléchi aux enjeux : partir 1 à 2 ans sans expérience préalable risque de les rendre difficilement employables à leur retour dans une entreprise classique. Même si un expatrié en mission humanitaire doit faire preuve d'une grande polyvalence, d'adaptabilité, de réactivité, il faut garder à l'esprit que ces capacités ne sont pas valorisées et que l'on considère souvent ces personnes comme des "marginiaux associatifs, ingérables et instables, sans compétences professionnelles"...

Combien de fois me suis-je entendu dire "quand tu auras un vrai métier...". Aujourd'hui je sais quoi répondre : l'humanitaire n'est pas un métier mais des métiers sont au service de l'humanitaire.

ENGAGEMENT

Aider les autres, noble sentiment, mais quels autres ? Ceux du bout du monde ou ceux qui sont en bas de chez moi ? Cette réponse appartient à chacun en fonction de ses attentes. Car ne nous leurrions pas, le philanthrope pur n'existe pas. Chacun de nous, dans ses engagements quotidiens, y trouve son compte. Ce peut être la découverte d'une autre culture, le sentiment d'être utile à la société, le plaisir de partager son savoir-faire, l'échange et l'enrichissement mutuels, l'adéquation avec ses idéaux, etc.

Et comment s'engager ? Bénévole, volontaire, salarié ? Le bénévolat ou le volontariat sont de bons débuts et surtout plus facilement réalisables car les places salariées sont chères. Cela permet de tester sa motivation par une ou deux missions bien concrètes en France ou à l'étranger en fonction de la structure d'accueil que l'on aura choisie. En gardant à l'esprit qu'une mission à l'étranger est plus difficile à obtenir car nombre d'associations demandent une expérience professionnelle (2 ans pour MSF) et que les dates de départ sont souvent aléatoires : on ne connaît pas à l'avance le jour d'un cataclysme ou celui de l'obtention d'un financement. Mais on peut facilement s'engager ici, pour faire du lobbying en faisant signer des pétitions dans le cadre de campagnes nationales, pour sensibiliser nos concitoyens aux problématiques auxquelles nous sommes confrontés, pour distribuer des repas et discuter avec "nos" déshérités, pour soutenir les associations grâce à un don (à défaut de temps), etc.

LE DROIT À L'EAU N'INTÉRESSE PAS LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE...

Du 11 au 22 avril 2004 s'est tenue au siège de l'ONU la 13ème Commission du Développement Durable (CDD 13). L'eau faisait partie des thèmes majeurs de la rencontre de cette année, dont l'objectif était d'établir un document politique proposant une série de mesures concrètes. Tirons le bilan de cette 13ème CDD.

Les grands thèmes de cette rencontre internationale étaient, entre autres :

- l'approche par les "droits" versus l'approche par les "besoins" ;
- la décentralisation des pouvoirs ;
- l'implication de la société civile dans la prise de décisions ;
- le financement de l'aide au développement.

Les négociations ont été très longues pour aboutir à l'adoption d'un texte qui est passé de 5 pages dans sa version première, à 12 pages, puis à 25 pages et enfin à 12 pages pour la version finale ! Ce texte ne fait en fin de compte pas mention de l'approche par les droits (à la demande des Etats-Unis, entre autres, jugeant le concept trop contraignant, et du G77*, pour

qui le droit à l'eau s'apparente à donner de l'eau gratuitement, et ce malgré les explications des ONG présentes) ni de la notion de besoins, pas plus que de la décentralisation des pouvoirs décisionnels... Il met, rien de nouveau, l'accent sur la bonne gouvernance et exprime à plusieurs reprises la nécessité d'augmenter le volume de l'aide publique au développement (le G77 demande notamment qu'il y ait moins de conditionnalités rattachées à l'aide).

En bilan, on peut dire que cette 13ème CDD n'a pas apporté de grande innovation. Les ONG présentes à New York sont globalement déçues, en particulier du fait que le droit à l'eau, concept dont la reconnaissance préalable est la condition sine qua none à l'accès à l'eau potable des 1,6 milliard d'individus de la planète qui en sont privés, ne figure pas dans le texte final. Le point de vue des Etats : les USA et l'Australie se sont dits satisfaits de cette CDD. Par contre, les membres du G77 ont dit être " profondément perturbés " par cette CDD et l'égoïsme manifeste des pays riches par rapport au reste du monde.

Les perspectives : le IVème Forum Mondial de l'Eau à Mexico, en mars 2006.

Des associations françaises se mobilisent à nouveau sur le thème du droit à l'eau en vue de l'événement. Il a d'ores et déjà été décidé de valoriser la coopération internationale et d'élargir le cercle de réflexion aux consortiums existants, pour éviter une position franco-française. L'Académie de l'Eau, qui s'intéresse de près aux questions de droit à l'eau, devrait être leader des associations françaises dans cette démarche.

Marion Georges

Ecrit d'après des informations fournies par l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable)

* G77 : Groupe des 77. Il s'est constitué le 4 juin 1964 suite à la signature par 77 pays en développement de la "Déclaration des 77 Pays" à l'issue de la première session de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement). Compte aujourd'hui 132 membres.

Pour plus d'informations :

www.association4d.org

<http://www.g77.org/>

<http://www.un.org/esa/sustdev/csd>

Courrier des lecteurs



Bonjour l'équipe,

Je tenais à vous dire "Bravo" pour ce beau numéro en couleur de H2O. Vraiment chouette. Très belle trouvaille le "50" avec le trombinoscope et le dos avec les couvertures.

Mais ce qui ravira Olivier, c'est le papier recyclé ! Et là, j'applaudis mille fois ! Grande initiative et ça mérite d'être souligné. (...)

Bertrand Gonthiez

Salut,

Je viens de recevoir le dernier H2O et voulais vous féliciter pour la nouvelle présentation qui est plus claire, plus conviviale et dont la couverture couleur apporte une vraie valeur ajoutée. Les numéros suivants seront-ils encore en couleur ou était ce exceptionnel ? (...)

Alexandre Müller



Merci de la part de l'équipe de rédaction !!!

Nous attendons avec impatience vos courriers à propos des actions d'H2O, vos réactions à nos articles et des idées d'articles... à vos plumes ou claviers !

Petit lexique Malgache



On ne dit pas :

La voix lactée

Dans un instant

L'égoïsme

L'avarice

Un bavard

Un entêté

Celui qui obéit à l'inspiration d'un autre

Etre ingrat

Profiter d'un travail d'autrui

S'occuper de plusieurs choses à la fois

Etre à l'agonie

Etre à la mort

Faire des châteaux en Espagne

mais on dit :

La liane céleste

Le temps de faire cuire une sauterelle

L'étreinte du crocodile

L'étreinte du scorpion

Une bouche qui fait explosion

Un homme qui n'a pas d'articulation

Le fil qui suit l'aiguille

Donner un coup de pied à la barque

Manger les bras des autres

Porter deux cruches sur la tête

Avoir sa vie en haut de la cascade

Etre à la branche au bord de la cascade

Compter les feuilles des arbres

Ca pompe au Burkina !



Pour la photo les hommes s'y mettent !

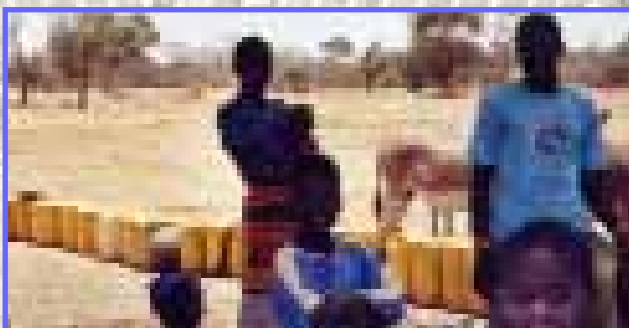


Pompes à main Dépléchin



Pompe à levier

Les bidons font la queue



... ou la queue à la pompe

